

Depuis 2012, Macron applique à la lettre le rapport Attali de 2008 !

écrit par Christine Tasin | 4 juin 2021



Que reste-t-il de la commission Attali ? Dont faisait partie Macron, déjà ! Il en était même le rapporteur général adjoint... C'était en 2007. Et depuis 2012 (il était secrétaire adjoint à l'Élysée, puis Ministre de l'économie sous Hollande) il a mis les bouchées doubles.

La commission Attali avait publié un rapport juste avant la crise de 2008 « pour relancer la croissance française et libérer l'économie ». Libéralisme à tout vu, dérèglementation, destruction du modèle français... 10 ans plus tard... Selon Le Figaro beaucoup de ces mesures préconisées par Attali, Macron et 40 autres personnes ont été appliquées.

.

Le 23 janvier 2008, [Jacques Attali](#) remettait à Nicolas Sarkozy

son rapport pour la libération de la croissance française, fruit de la réflexion de plusieurs mois d'une commission de 42 membres, à l'équilibre subtil entre libéraux et sociaux-démocrates, qu'il présidait. Adopté à l'unanimité, ce document de 245 pages mettait en avant 8 ambitions, 20 décisions fondamentales et 316 mesures pour, à l'horizon 2012, augmenter d'un point la croissance potentielle, parvenir à un taux de chômage de 5 %, abaisser de 7 à 3 millions le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ou dépasser les 50 % de seniors en emploi au moment de leur retraite, atteindre les 10.000 entreprises créées dans les quartiers ou descendre à un taux d'endettement de 55 % du PIB...

«Si le pays ne réagit pas fort et vite pour un retour à une croissance durable, les enfants d'aujourd'hui vivront beaucoup moins bien que leurs parents: le déclassement du pays et la prolétarianisation des classes moyennes en seront les premières «manifestations», avertissait l'ancien conseiller de François Mitterrand qui voyait la dette atteindre «80 % du PIB en 2012 et 130 % en 2020». Treize ans et deux crises mondiales plus tard, on n'en est pas loin, avec un taux d'endettement qui devrait flirter avec les 120 % du PIB jusqu'en 2027, au moins...

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/ou-en-est-la-liberalisation-de-l-economie-francaise-20210531>

Sarkozy avait reculé et n'avait pas appliqué grand-chose, par contre, avec Hollande ça a dépoté :

La loi Macron de 2015, la loi El Khomri de 2016, les ordonnances Travail de 2017, la loi avenir professionnel de 2018 et la loi Pacte de 2019 viennent toutes du rapport Attali, de même que la levée des barrières à l'entrée de professions réglementées...

On se rappellera que Attali préconisait la disparition des départements... ils n'ont pas encore osé mais entre les super régions de Hollande et les « communautés de communes », les départements ne servent plus qu'à abriter le préfet qui impose partout des migrants et le port du masque.

Pour le patron du Medef Geoffroy Roux de Bézières, le rapport Attali » a forgé l'ADN d'En Marche et le corpus idéologique de Macron ». Donc beaucoup de réformes Attali ont été faites

mais souvent à moitié... chacun, de Hollande à Macron, y prenant ce qui les intéressait.

Résultat des courses ? La France va de plus en plus mal, l'éducation est une catastrophe, avec un classement Pisa désastreux pour la France qui avait pourtant su développer l'excellence et l'ascenseur social tout au long du XXème siècle. Il est vrai que quand on préfère les dépenses sociales, les dépenses d'assistanat, les dépenses pour tenir à bout de bras les quartiers et les immigrés qui y habitent au lieu de développer formation, instruction, recherche, avantage aux élites... ça ne peut être que la catastrophe et la tiers-mondisation de la France avec nos meilleurs qui quittent la France et ceux qui pourraient devenir des élites interdits et empêchés de réussir par la médiocrité ambiante.

Pour le reste, Attali voulait baisser les dépenses publiques, les dépenses de retraite... (ce que veut faire Macron avec la réforme des retraites qui va être à nouveau sur le tapis), ce qui n'a pas été fait, notamment parce que immigration, parce que territoires perdus de la République, parce que délocalisation, parce que entretien de chômeurs longue durée, de RSA... ce qui plombe notre déficit, forcément. Et que dire des millions de « fonctionnaires » politisés qui ne servent à rien d'autre qu'à faire tourner la machine, dans les Conseils régionaux par exemple ?

Et on ne parlera pas du coût économique et humain de la nouvelle lubie de nos gouvernants, l'écologie, qui casse et va casser encore plus notre économie ! Parce que, en sus, la France joue les saints et applique à la lettre des prescriptions écologiques, se privant de revenus et de ressources quand les autres pays s'essuient les pieds sur les règles, afin d'être concurrentiel...

.